

## Ajuster les moyens aux fins

FRANÇOIS MORIN, *Quand la gauche essayait encore. Le récit inédit des nationalisations de 1981 et quelques leçons qu'on peut en tirer*, Montréal, Lux, 2020, 248 pages

Mathieu Dufour

Volume 15, numéro 2, printemps 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95376ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dufour, M. (2021). Compte rendu de [Ajuster les moyens aux fins / FRANÇOIS MORIN, *Quand la gauche essayait encore. Le récit inédit des nationalisations de 1981 et quelques leçons qu'on peut en tirer*, Montréal, Lux, 2020, 248 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 15(2), 33–34.

## Ajuster les moyens

aux fins

Mathieu Dufour

Professeur, département des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais

FRANÇOIS MORIN

**QUAND LA GAUCHE ESSAYAIT ENCORE. LE RÉCIT INÉDIT DES NATIONALISATIONS DE 1981 ET QUELQUES LEÇONS QU'ON PEUT EN TIRER**  
Montréal, Lux, 2020, 248 pages

Après des décennies d'un message de rigueur budgétaire, l'intervention des différents paliers de gouvernement au Canada dans la gestion de la COVID-19 a montré que leur marge de manœuvre n'était pas aussi réduite qu'on aurait pu le penser. La situation est certes exceptionnelle, mais la pandémie n'est pas non plus le seul enjeu contemporain important. Pourrait-on envisager une telle mobilisation de ressources pour effectuer une transition écologique, par exemple? Et dans l'affirmative, comment faire en sorte que ces ressources y soient effectivement dévolues? Est-ce simplement une question de volonté politique? Comme le montre François Morin dans *Quand la gauche essayait encore*, à propos d'un moment charnière de l'histoire politique de la France, les choses sont un peu plus complexes.

Au début des années 1980, la France nage à contre-courant. Alors qu'une bonne partie du monde occidental, y compris le Québec et le Canada, prend un tournant néo-libéral, François Mitterrand est élu président au printemps 1981 avec une plateforme basée sur le programme commun établi entre le Parti socialiste et le Parti communiste. Ce programme contient notamment un projet de nationalisation important visant à donner à l'État des leviers économiques clefs dans les secteurs industriel et financier, projet qui sera mis en branle assez rapidement suivant l'élection. La première partie de l'ouvrage de François Morin, qui était aux premières loges en tant que membre du cabinet de Jean Le Garrec, secrétaire d'État chargé de «l'extension du secteur public», relate les péripéties qui accompagnèrent l'élaboration du projet de loi.

La lecture de cette première partie, qui lève le voile sur des processus politiques qui sont généralement gardés dans l'ombre, est fascinante. On y découvre un soufre à la corde entre deux camps, que Morin qualifie de «ligne de rupture» et de «ligne réformatrice», rendu possible par l'imprécision du programme quant à des éléments importants comme l'indemnisation des actionnaires, les entreprises devant être nationalisées et s'il fallait prendre 51 % des parts ou natio-

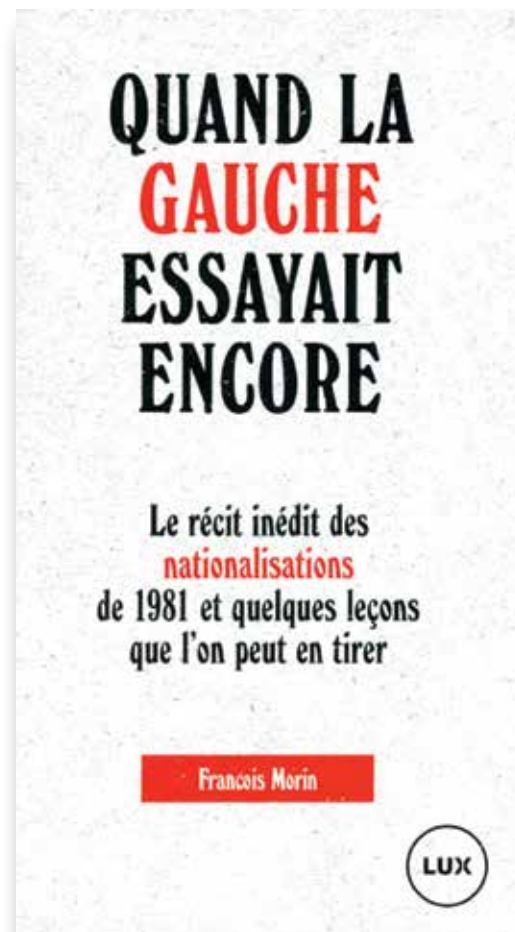
naliser à 100 %. Le résultat final sera un compromis entre les deux positions, avec un champ de nationalisations moins étendu qu'anticipé (seront par exemple exclues les compagnies d'assurance), mais une nationalisation à part entière de la plupart des entreprises visées. Cela dit, malgré les concessions, il y aura bel et bien une bonne dose de nationalisation effectuée, comme le prévoyait le programme commun. La suite sera toutefois moins concluante.

La prise de contrôle des entreprises devait

**[...] on a vu les nationalisations comme une fin, ou du moins comme une condition suffisante, alors que c'est plutôt la démocratisation qu'il faut mettre de l'avant. [...] pour Morin, on peut se passer de nationalisations pour y parvenir.**

s'accompagner d'une démocratisation de leur gestion, mais celle-ci sera finalement assez limitée et l'ensemble ressemblera plutôt à une «étatisation». De plus, si la question des nationalisations avait occupé une part importante des débats politiques au sein de la gauche dans les années précédant la victoire de Mitterrand, il semble que relativement peu d'attention ait été portée à ce qui devait être fait avec ces entreprises une fois qu'elles seraient dans le giron de l'État. Pour Morin, combiné à la montée d'une pensée néo-libérale prônant un désengagement de l'État sur les questions économiques, cela fit en sorte qu'au lieu de les inscrire dans une politique industrielle et de crédit visant une transformation profonde des dynamiques économiques, on donna assez rapidement aux entreprises nationalisées une large autonomie de gestion. Bref, s'il y eut bien une prise de contrôle des «moyens de production» par l'État, la transformation effective de l'économie fut assez limitée. La droite revint au pouvoir à l'Assemblée nationale en 1986 et mit en branle un vaste processus de privatisation qui toucha même certaines entreprises qui étaient publiques avant l'élection de Mitterrand, sonnante le glas de l'expérience.

Dans la deuxième partie du livre, Morin se livre à un bilan de ces nationalisations et s'interroge sur l'intérêt de ce genre de politique aujourd'hui. Tout compte fait, pour lui, le bilan n'a pas été catastrophique, dans la mesure où les entreprises publiques ont été bien gérées, qu'une bonne quantité d'investissement y a été faite à bon escient



et qu'elles n'ont pas été cédées à vil prix lors des privatisations. Il lui est néanmoins difficile de ne pas sortir déçu du peu de changement pérenne amené par les nationalisations. Cela tient, à son avis, à ce qu'on a vu les nationalisations comme une fin, ou du moins comme une condition suffisante, alors que c'est plutôt la démocratisation qu'il faut mettre de l'avant. Face à la crise environnementale et la montée des inégalités, cette préoccupation demeure d'ailleurs toujours d'actualité. Il termine donc le l'ouvrage par une proposition de ce qu'il appelle une «démocratisation radicale» de l'économie et qui contient deux dimensions: (1) la reprise en main et le contrôle du crédit par la collectivité, compte tenu de l'importance centrale qu'il joue dans l'orientation des ressources d'une société et (2) l'instauration d'une gouvernance paritaire des entreprises entre travailleuses et travailleurs d'une part et capital de l'autre. Dans les deux cas, pour Morin, on peut se passer de nationalisations pour y parvenir.

Quoi qu'on pense de la proposition à laquelle il aboutit, l'ouvrage de François Morin donne à réfléchir sur plusieurs points. Premièrement, son récit montre bien qu'il faut avoir une bonne idée d'où on veut aller et des raisons qui nous y poussent avant de mettre en place un processus de transformation économique. François Morin revient à de multiples reprises sur le fait que l'impréparation du gouvernement et le flou sur des aspects importants ont miné le projet de nationalisation. De plus, le fait qu'on ne se soit pas

suite à la page 34



suite de la page 33

suffisamment demandé ce qu'on voulait obtenir des nationalisations aurait non seulement diminué leur impact, mais également fait perdre de vue l'objectif ultime qui était de transformer la vie économique en France<sup>1</sup>. Il fut alors d'autant plus facile de revenir en arrière à l'arrivée d'un nouveau gouvernement.

Deuxièmement, tout plan de transformation sociale ou économique survient dans un contexte donné et est porté par un ensemble d'individus qui lui donneront une couleur effective. La narration du processus politique dans la première partie montre bien comment le détail d'une loi dépend d'un ensemble d'arbitrages effectués à l'interne, de pressions externes et d'une série de facteurs plus ou moins contingents, ce dont il fait tenir compte lorsqu'on envisage ce qu'on pourra obtenir d'un projet ou d'un autre. À cet effet, Morin mentionne ponctuellement le contexte international, mais sans jamais expliquer précisément de quelle nature étaient les pressions ou les contraintes. On devine toutefois qu'elles ont pu être importantes. Morin mentionne d'ailleurs la peur d'une contagion de la France vers d'autres pays occidentaux de ce qui était vu comme une attaque contre le capital, disant que le processus de nationalisation en France apparaissait comme «une rupture plutôt importante», ajoutant «[qu'il] fallait que ça cesse au plus vite. Ce qui fut fait» (p. 143).

Troisièmement, il faut se donner les moyens de ses ambitions. Le regard dubitatif posé par Morin sur le processus de nationalisation, au vu des efforts consacrés et des piètres résultats, se comprend certainement, mais on peut néanmoins se demander dans le contexte comment le gouvernement aurait pu effectuer un changement fondamental dans la réalité économique sans nationaliser quoi que ce soit, et donc en laissant les leviers économiques aux mains du capital. À cet égard, sa proposition sur la «démocra-

**Plutôt que de laisser complètement de côté une voie comme la nationalisation, la réponse se trouve peut-être davantage dans un meilleur accord entre les fins et les moyens, en subordonnant bien ces derniers aux objectifs poursuivis, mais sans pour autant en exclure d'emblée**

tisation radicale» de l'économie soulève plus de questions qu'elle n'en résout. Plutôt que de laisser complètement de côté une voie comme la nationalisation, la réponse se trouve peut-être davantage dans un meilleur accord entre les fins et les moyens, en subordonnant bien ces derniers aux objectifs poursuivis, mais sans pour autant en exclure d'emblée.

Ces considérations sont également d'actualité dans le contexte québécois. Le statut de province limite bien entendu ce qui peut être entrepris collectivement. On voit notamment depuis le début de la pandémie tout le parti qui peut être tiré d'une politique monétaire basée sur une monnaie souveraine. Le Québec, fût-il un pays, ferait face au même genre de contraintes que la France au tournant des années 1980. L'enjeu de transition écologique cité par Morin, par exemple, dans la mesure où il demande une reconfiguration fondamentale de l'économie, risque de générer des résistances importantes, comme pour le projet de nationalisation sous Mitterrand. Là aussi on peut difficilement faire l'économie d'un plan concret et réfléchi, porté par une vision et une volonté politique prêtes à prendre les moyens pour sa mise en œuvre. Autrement, il y a

un risque certain de rencontrer les mêmes écueils que Morin décrit pour le processus de nationalisation.

En définitive, *Quand la gauche essayait encore* constitue à la fois une lecture intéressante et agréable pour qui s'intéresse aux enjeux socio-économiques contemporains ou simplement à l'histoire politique. Le livre est bien écrit et le propos reste accessible, même lorsque l'auteur aborde des questions plus techniques comme le processus de création monétaire dans la deuxième partie. Surtout, le récit de l'élaboration du projet de loi sur les nationalisations et de ce qu'il en advint est prégnant. Que de tels moyens, qui peuvent sembler impensables aujourd'hui, se soient révélés insuffisants à transformer de manière durable l'économie de la France a de quoi laisser songeur quant à la possibilité de répondre aux défis environnementaux et sociaux sans bousculer l'ordre économique de manière fondamentale. Et c'est sans doute là, dans cette capacité à susciter la réflexion sur le potentiel de différentes avenues politiques dans la situation actuelle, que réside l'une des forces principales du livre de François Morin. ♦

<sup>1</sup> Se préoccupant de cette question, une fois le projet de loi sur les nationalisations achevé, Morin avait rédigé avec un groupe de travail d'une vingtaine de personnalités un rapport intitulé *Un secteur public élargi: pour quoi faire?*, mais celui-ci fut plus ou moins tabletté.



Marc-Aurèle Fortin, *L'Arc-en-ciel, 1934 ou 1935* © Fondation Marc-Aurèle Fortin / SOCAN (2000)

## Pour agir, il faut saisir.

Abonnez-vous  
pour bien suivre!

**actionnationale.quebec**

**Saisir la crise**